

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition ferait bien de laisser le critique du commerce extérieur poser des questions à ce sujet. Le député n'est pas au courant de la réalité et ne connaît pas les faits, contrairement au critique du commerce extérieur, député de Toronto, qui est toujours bien informé. Ses questions sont directes.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le premier ministre voudrait peut-être passer à la réponse à la question.

M. Mulroney: Monsieur le Président, je m'excuse auprès du député d'Etobicoke-Nord pour le tort que j'aurais pu causer à sa carrière.

M. le Président: Nous devrions peut-être passer à la question suivante. Le député d'Esquimalt—Juan de Fuca a la parole.

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, je ne voudrais surtout pas interrompre une querelle d'amoureux où les deux parties appuient l'ALÉNA et l'Accord de libre-échange.

Cependant, je voudrais poser une question très simple. Au cours des deux dernières années, j'ai demandé au ministre de fournir à cette Chambre et aux Canadiens des renseignements détaillés sur les négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain. Je lui ai demandé plus précisément de nous faire connaître les études sectorielles que le gouvernement, qui entamait les négociations, avait dû faire et avait probablement faites. On m'a répondu que ces études ne seraient pas mises à notre disposition, parce qu'elles révéleraient notre jeu.

L'entente est maintenant paraphée. Le ministre déposera-t-il maintenant à la Chambre les études sectorielles qui ont sûrement été faites avant que cet accord de libre-échange ne soit paraphé par le gouvernement?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je sais qu'il est très difficile pour le député de parler avec précision de l'ALÉNA parce qu'il n'est jamais venu à la demi-douzaine de séances d'information sur le sujet auxquelles il avait été convié. Nous concevons très bien alors qu'il ait du mal à comprendre la question.

Le député, j'en suis sûr, sait que les audiences sur l'ALÉNA commenceront demain. Je serai très heureux de répondre aux questions qu'il pourrait avoir sur certains éléments de l'entente.

Il sait aussi que la semaine dernière, le ministre des Finances a publié un document énonçant très clairement le travail qu'il a accompli ainsi que le travail abattu par des organisations respectées de l'extérieur du gouvernement qui appuient la position du gouvernement selon laquelle l'ALÉNA constitue une initiative politique très positive qui favorise l'économie du Canada. J'espère que le député lira l'entente et en viendra à la même conclusion.

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, il est exact que je ne suis pas allé à la séance d'information secrète parce que, en tant que député, je ne signerais jamais la Loi sur les secrets officiels pour connaître des renseignements qui devraient être communiqués à tous les Canadiens.

Ma question est très claire et très précise. Si on a fait des études sectorielles, le gouvernement va-t-il les publier? Pas demain ni la semaine prochaine, mais le ministre va-t-il admettre à la Chambre qu'aucune étude sectorielle n'a été faite par le gouvernement? C'est la raison pour laquelle elles ne sont pas publiées.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je sais que le député vient de faire par inadvertance une déclaration très trompeuse que je veux rectifier pour lui maintenant.

Il a parlé de réunions qui ont toutes été secrètes alors qu'il sait très bien qu'il y a eu une demande pour la première réunion au nom des membres qui ont participé. Après cela, il n'y a pas eu de demande. On l'a fait savoir au député à maintes reprises, et pourtant il continue à faire cette déclaration trompeuse. . .

M. le Président: La parole est au député d'Abitibi.

* * *

[Français]

LES MINES

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Est-ce que le gouvernement du